

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

INTEGRAAL VERSLAG VAN DE INTERPELLATIES EN DE VRAGEN

**COMPTE RENDU INTÉGRAL DES INTERPELLATIONS ET
DES QUESTIONS**

**COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN
EN DE TEWERKSTELLING**

**BELAST MET HET ECONOMISCH BELEID, HET WERKGELEGENHEIDSBELEID
EN DE BEROEPSOPLEIDING**

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'EMPLOI

**CHARGÉE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

VERGADERING VAN DONDERDAG 6 DECEMBER 2018

RÉUNION DU JEUDI 6 DÉCEMBRE 2018

VOORLOPIG VERSLAG

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

COMPTE RENDU PROVISOIRE

Non encore approuvé par les orateurs.
Ne pas citer sans mentionner la source.

Présidence : Mme Magali Plovie, doyenne d'âge.

[105]

QUESTION ORALE DE M. HAMZA FASSI-FIHRI

À M. DIDIER GOSUIN, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE,

ET À MME CÉCILE JODOGNE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE,

concernant "les fintechs".

[107]

M. Hamza Fassi-Fihri (cdH).- Suite à la crise financière de 2008, la confiance du grand public envers les acteurs bancaires a progressivement diminué. Face au manque d'innovation de ces mêmes acteurs sont apparues de nouvelles offres de services alliant technologie et finance : les fintechs. Ces entreprises se positionnent au niveau de l'interaction client afin de proposer de nouveaux services plus efficaces, plus rapides, moins chers et surtout mieux adaptés aux petites entreprises et aux particuliers.

Alliant numérique et finance, les fintechs sont intimement liées aux institutions bancaires et financières, secteur justement visé par les différentes campagnes de promotion menées dans le cadre du Brexit. Plus qu'une matière belgo-bruxelloise, la fintech est un secteur à vocation internationale, d'avenir, pourvoyeur d'emplois et au fort potentiel technologique.

Consciente du potentiel que ce secteur représente, la Commission européenne est en train de concevoir un plan d'action visant à faire de l'Europe un centre mondial des innovations technologiques dans la finance. Afin de ne pas rater le train, l'Union européenne présentera, à la fin de 2018, un plan directeur visant à combler l'écart par rapport aux start-up licornes chinoises et américaines.

L'écosystème belge, encore jeune, peut compter une centaine de ces start-up, principalement axées sur la gestion de la comptabilité, les solutions de paiement et l'analyse de données. Cependant, en règle générale, les fintechs belges mettent plus de temps à démarrer et à développer leurs activités que leurs consœurs européennes. Au-delà du simple aspect financier, un accompagnement permettrait à ces start-up d'augmenter leur masse critique et de se développer afin de trouver leur place sur la scène internationale.

[109]

Si le secteur est majoritairement financé par les business angels (47%), suivis par les fonds de placement (43%), le secteur public s'y intéresse également. Sa participation dans les fintechs belges s'élève à 10%.

N'étant pas en reste, la Région bruxelloise, soucieuse de soutenir le secteur, a d'ailleurs consenti, au printemps 2017, à financer la start-up bruxelloise Edebex à concurrence de 500.000 euros par l'intermédiaire de finance.brussels.

Mme la ministre, quel est l'état du secteur des fintechs en Région bruxelloise ? Que représente-t-il sur le plan de l'emploi ?

Outre Edebex, la Région a-t-elle aidé d'autres start-up ? Dans l'affirmative, combien, à quelle hauteur et au travers quel type de financement ?

Les incubateurs régionaux sont-ils adaptés au développement des start-up actives dans ce nouveau secteur d'activités ?

Au niveau régional, qu'est-il mis en place pour aider les start-up à travailler à plus grande échelle et à s'étendre au niveau international ?

Lors des missions économiques, des fintechs bruxelloises sont-elles présentes ? Quelles sont leurs impressions au retour de ces missions ?

Le 22 octobre dernier se déroulait le FinTech Belgium Summit 2018, la Région y était-elle représentée ? Si oui, quelles conclusions en tirez-vous ?

[111]

Mme Cécile Jodogne, secrétaire d'État. - Le secteur des fintechs se porte bien en Région bruxelloise. À Bruxelles, 42 entreprises y sont actives. Cela représente la moitié des fintechs belges.

Nous n'avons malheureusement pas d'études quantitatives sur le nombre d'emplois que cela représente étant donné la rapidité avec laquelle l'écosystème évolue. Le dynamisme et l'innovation qui marquent ce secteur sont imputables aux start-up actives dans le domaine.

Les politiques de soutien à l'économie et à l'emploi de la Région bruxelloise sont favorables à la création, à la croissance et à la pérennisation des start-up. Le Small Business Act bruxellois, par exemple, ou encore le plan NextTech.brussels relatif à la numérisation contiennent une série de mesures concrètes qui contribuent à l'émergence et au développement des start-up en synergie avec d'autres plans régionaux, comme smart city ou le plan régional d'investissement.

Les mesures contenues dans ces plans visent un meilleur accès au financement. Différents outils financiers sont proposés aux entreprises bruxelloises en général, et aux start-up en particulier. Je pense notamment :

- aux aides régionales à l'expansion économique comme les aides de pré-activité aux candidats entrepreneurs (maximum 200.000 euros), les aides aux micro, petites ou moyennes entreprises pour le recours aux services de conseils extérieurs (maximum 30.000 euros) ou encore les aides à la formation externe (maximum 3.000 euros par an) ;

- à Brustart, filiale de finance.brussels spécialisée dans le financement des jeunes entreprises innovantes (maximum 250.000 euros) ;

- à Bruseed, un outil qui propose le financement d'entreprises en phase de pré-commercialisation (maximum 250.000 euros).

Innoviris et Brustart ont allié leurs forces pour renforcer la mise sur le marché de projets d'innovation issus de PME bruxelloises au sein des filières porteuses pour la Région de Bruxelles-Capitale, telles que les fintechs.

[113]

Les quatorze programmes régionaux de financement proposés par Innoviris pour soutenir la recherche et l'innovation des entreprises bruxelloises concernent tant la réalisation d'études de faisabilité que l'octroi de chèques innovation ou l'aide au dépôt de brevets.

S'agissant des incitants financiers à l'exportation, la réforme de 2017 permet d'octroyer aux start-up des aides spécifiques ou majorées couvrant jusqu'à 75% des frais au lieu de 50% pour les entreprises de plus de 5 ans.

S'agissant des aides à l'expansion et à l'exportation, une recherche sur la base du secteur d'activité s'annonce difficile à ce stade. J'ignore combien de start-up fintech ont bénéficié des aides annuellement octroyées aux entreprises bruxelloises. Un tel outil mériterait d'ailleurs d'être développé par Bruxelles Économie et Emploi (BEE) pour les recherches croisées sur les secteurs d'activité bénéficiaires de ces aides.

Cette recherche plus spécifique fut permise par finance.brussels, qui finance 30 PME dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), pour un total de 5,38 millions d'euros. Parmi elles, on considère que cinq font partie intégrante de l'écosystème fintech, dont Edebex que vous avez citée. Ces cinq entreprises ont reçu des aides à hauteur de 1,3 million d'euros.

[115]

Innoviris a également soutenu cinq entreprises fintech en 2017 et 2018, pour un montant total de 1.576.502 euros.

Un autre panel de mesures des plans régionaux concerne l'hébergement des start-up. Les incubateurs jouent ici un rôle crucial dans le coaching des entreprises. Pour citer un exemple concret, en 2019, l'incubateur ICAB et le Microsoft Innovation Center à Bruxelles lanceront conjointement le programme d'accélération Amplitude+ qui vise à préparer les start-up à potentiel à un accroissement d'échelle (scale-up).

Un autre exemple concerne l'incubateur privé B-Hive qui est en train de créer, avec le soutien de la Région, la House of Digital Finance and Entrepreneurship. Son objectif est de devenir le pôle fintech bruxellois à rayonnement international - que B-Hive a déjà avec sept implantations dans différentes parties du monde. J'ai d'ailleurs eu l'occasion d'en visiter certaines.

Toujours en se référant aux mesures des plans régionaux, un accompagnement collectif et individuel des PME, y compris des start-up, est prévu, notamment dans le chef de hub.brussels.

Les clusters thématiques au sein de hub.brussels accompagnent les entrepreneurs bruxellois dans des secteurs considérés comme prioritaires par la Région. De nombreuses start-up et scale-up bruxelloises actives dans les clusters présentent une importante composante technologique. Les start-up et scale-up fintech sont accompagnées par le cluster software.brussels.

Les business pass, opérationnels dès 2019, sont également conçus pour mieux accompagner les entrepreneurs. Le pass Maxi Fly est destiné aux entreprises de moins de trois ans et le pass Sail aux entreprises en croissance.

Les entrepreneurs ayant obtenu ce pass ont accès à un account manager unique pour toutes leurs demandes et pour l'accompagnement proactif de leur entreprise, à une équipe d'experts thématiques, aux services des clusters, à un programme intensif d'accélération, à des actions de mise en relation, à un outil de suivi des ambitions de croissance et aux démarches approfondies à l'exportation.

[117]

Vous voyez donc qu'un panel très complet d'actions aide les jeunes entreprises à se développer.

L'accompagnement à l'exportation est assumé par la direction de l'internationalisation de hub.brussels. Celle-ci met à disposition des consultants pour aider les start-up à définir leur stratégie d'exportation en tenant compte des éventuels risques, opportunités, formalités administratives, etc. Comme toute autre entreprise bruxelloise, les start-up peuvent également faire appel au large réseau d'attachés économiques et commerciaux à travers le monde afin d'être mises en relation avec des partenaires ou clients potentiels.

Toujours au niveau de l'internationalisation, les start-ups peuvent participer aux missions économiques. Le secteur fintech y participe régulièrement. Certaines missions leur sont même spécifiquement consacrées.

J'ai ainsi présidé une mission fintech en Chine en avril de cette année. Elle était coorganisée par hub.brussels, le Belgian Finance Club et Agoria. L'objectif était triple :

- mieux comprendre les enjeux et solutions des acteurs fintech chinois ;
- promouvoir les entreprises fintechs bruxelloises ;
- attirer les investisseurs chinois.

La mission comprenait des visites aux trois plus grands opérateurs chinois dans le domaine (Alibaba/Ant financial, Tencent/WeBank, Baidu Finance), avec plusieurs séminaires et un stand à la Global Mobile Internet Conference. Les dix entreprises bruxelloises participantes ont exprimé leur entière satisfaction par rapport à l'atteinte de leurs objectifs. Une mission au programme similaire sera dès lors organisée en 2019 en Corée du Sud.

[119]

Le mois dernier a eu lieu une autre mission en Afrique du Sud, dans le cadre du salon AfricaCom. Elle visait à tester le potentiel du marché de l'Afrique subsaharienne dans tous les secteurs technologiques, y compris les fintechs. Les retours des huit entreprises participantes ont été positifs, vu la taille et la pertinence du marché pour cette niche de spécialisation. Cette action sera, dès lors, également reconduite en 2019.

Enfin, hub.brussels a participé au volet consacré au réseautage. En revanche, aucun représentant de la Région bruxelloise - ni des deux autres Régions - n'a été invité comme orateur. Les organisateurs ont en effet privilégié des panels composés d'acteurs privés et de représentants d'institutions fédérales, tels que la Banque nationale de Belgique (BNB), la Fédération belge du secteur financier (Febelfin) et le SPF Finances.

[121]

M. Hamza Fassi-Fihri (cdH).- Je me réjouis d'entendre que 50% des fintechs belges sont bruxelloises. C'est assez logique, car ce secteur est plus présent dans notre Région, où il constitue une part essentielle des activités de services.

J'entends aussi que sont mises en place une série d'initiatives de financement et d'accompagnement à l'internationalisation, afin de soutenir le changement d'échelle de nos start-up. C'est le plus important, car dans ces secteurs, et notamment en matière de numérique, le premier à atteindre une certaine masse critique est souvent celui qui l'emporte. Pour cela, il faut une dimension internationale et non se limiter à un petit marché comme le nôtre.

Quand vous évoquez votre mission en Chine, il est assez interpellant d'entendre que les trois principales entreprises des fintechs chinoises sont adossées à trois géants du numérique, et non de la finance : Baidu, Alibaba et Tencent. C'est une constante de la transition numérique : les géants des technologies grandissent notamment en rachetant les start-up qui atteignent une masse critique suffisante.

Nous ne devons pas perdre cela de vue, afin d'aider nos entreprises à être incontournables quand viendra le moment de s'adosser à plus grand qu'elles.

[123]

Pour conclure, il est important que nous soyons visibles dans le secteur des fintechs si nous voulons prétendre attirer une certaine partie des entreprises britanniques qui risquent de quitter le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit ou commencent à le faire.

Cela fait partie des éléments qui peuvent contribuer à donner l'image d'un environnement propice au secteur de la finance. C'est une raison supplémentaire pour soutenir ces jeunes fintechs.

Mme Cécile Jodogne, secrétaire d'État.- Les trois plus grands opérateurs chinois sont actifs dans le secteur des technologies, mais sont aussi des opérateurs liés aux smartphones. Il faut donc évidemment y voir un signal de l'utilisation de plus en plus courante de cet outil dans de nombreuses actions de la vie quotidienne, notamment les paiements.

Ces opérateurs ont effectivement décidé de pénétrer le marché en mobilisant en une fois des millions et des millions de personnes pour la Chine par le biais du smartphone.

En ce qui concerne votre dernière question, je ne voulais pas dévoiler l'intégralité de ma réponse à la question de M. Delva sur le Brexit.

- *L'incident est clos.*

[129]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER PAUL DELVA

**AAN MEVROUW CÉCILE JODOGNE, STAATSSECRETARIS VAN HET BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK GEWEST, BELAST MET BUITENLANDSE HANDEL EN
BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP,**

betreffende "het aantrekken van Britse bedrijven naar aanleiding van de brexit".

[131]

De heer Paul Delva (CD&V).- Onlangs vernam ik dat verzekeringsmakelaar Lloyd's heeft beslist om zijn Europese hoofdkantoor aan de Naamsepoort te vestigen. Andere bedrijven, waaronder effectenhandelaar Euroclear, geldtransferdienst MoneyGram, de Australische verzekeraar QBE en zijn Japanse evenknie MS Amlin, gingen Lloyd's al voor. Dat is uiteraard goed nieuws, zowel voor de internationale economische competitiviteit van Brussel als voor de creatie van jobs.

Dat bedrijven de weg vinden naar Brussel, is onder meer te danken aan de troeven die het gewest heeft, zoals zijn gunstige geografische ligging, zijn status als hoofdstad van Europa, de relatief goede kennis van het Engels van de werknemers - al is die taal in België en Brussel geen officiële taal in de administratie, iets waar de CD&V wel voor pleit - en de aanwezigheid van verschillende taalgroepen.

Ook het beleid heeft een belangrijke impact op de aantrekkingskracht van Brussel. De huidige regering heeft van het aantrekken van Britse bedrijven zeker een prioriteit gemaakt. Verschillende initiatieven hielpen en helpen Britse bedrijven om kantoorruimte in Brussel te vinden en de vergunningen te bemachtigen. De komst van Lloyd's past in dat perspectief.

Ik vernam in de media dat de verhuizing van Lloyd's een vijftigtal banen met zich zou meebrengen. Kunt u dat cijfer bevestigen? Hopelijk gaat een aantal van die banen naar Brusselaars.

[133]

Hebt u nog weet van andere bedrijven die een verhuizing overwegen? Misschien is het delicaat om dat nu al te zeggen, maar misschien kunt u toch al een aantal namen vermelden?

De Vlaamse minister-president kwam onlangs met een Vlaams actieplan voor de brexit, om te anticiperen op de economisch-financiële gevolgen van een harde brexit voor Vlaanderen. Dat is nog iets anders dan de Brusselse campagne 'The future is close, Brussels is yours'. Het Vlaamse actieplan heeft een andere finaliteit.

Bent u van plan om ook voor Brussel een dergelijk plan uit te werken? Kan dat eventueel in overleg met de andere gewesten gebeuren? Hebt u daarover een overleg gepland?

[135]

Mevrouw Cécile Jodogne, staatssecretaris.- Ik merk dat de brexit heel wat vragen en onzekerheid bij u oproept. Jammer genoeg heb ik geen glazen bol, waarmee ik de toekomst kan voorspellen. Ik kan dan ook niet zeggen naar wie de jobs zullen gaan die dankzij de komst van Lloyd's naar Brussel worden gecreëerd. Net als u hoop ik dat die banen vooral naar Brusselaars zullen gaan. Ik heb Actiris gevraagd om Lloyd's te contacteren en zijn diensten aan te bieden, zodat Brusselaars zeker kans maken om de vacatures in te vullen.

Het staat vast dat de komst van een dergelijk bedrijf goed is voor de Brusselse economie. Ik blijf dan ook inspanningen leveren om meer grote spelers naar het gewest te lokken. Dat heeft ertoe geleid dat meerdere bedrijven zich in Brussel hebben gevestigd. In sommige gevallen was de brexit de reden voor hun verhuizing.

Daarnaast staat hub.brussels in contact met nog andere bedrijven die een verhuizing naar Brussel overwegen. Ik kan om strategische redenen niet bekendmaken om welke bedrijven het gaat. Een verhuizing van een onderneming kan jaren duren.

[137]

Dinsdag was ik nog in Londen voor het eerste seminar naar aanleiding van de Brusselse communicatiecampagne over de brexit, genaamd 'The future is close, Brussels is yours'. Zestig Britse professionals uit de financiële en verzekeringssector waren aanwezig. Volgens mij is dat het bewijs dat er zeker nog bedrijven geïnteresseerd zijn in een gedeeltelijke verhuizing naar Brussel.

Onze aanpak is op 27 november trouwens ruimschoots aan bod gekomen in de Britse pers. Dat belooft voor de twee volgende seminars, die zijn gericht op de audiovisuele sector en life sciences.

U vroeg over een gemeenschappelijk actieplan van de drie gewesten. Ik ben daarover nogal sceptisch. Het Brusselse actieplan berust grotendeels op dezelfde pijlers als zijn Vlaamse tegenhanger. Het is bedoeld om investeringen aan te trekken, bedrijven te ondersteunen en standpunten te bepalen over onderwerpen die ons zowel tijdens als na de overgangperiode aanbelangen. Gelet op de specifieke economische eigenschappen en ambities van de gewesten lijkt het me logisch dat ze elk afzonderlijk bepalen welke doelstellingen ze als prioritair beschouwen en hoe ze die willen bereiken.

Om buitenlandse investeringen aan te trekken, zijn de drie gewesten elkaars concurrenten. Een nieuwe vestiging van een bedrijf op hun grondgebied is immers een bron van inkomsten en werkgelegenheid. Toch werken de gewesten met elkaar samen voor grote dossiers. Zo is België kandidaat als vestigingsplaats voor het Europees Geneesmiddelenbureau of de Europese Bankautoriteit.

[139]

Ook binnen het Verbindingsbureau Brussel-Europa wordt regelmatig overleg gepleegd.

Om de export te steunen en te stimuleren is er in het algemeen een verschillende benadering voor elk afzonderlijk gewest nodig. Elk van de drie gewesten heeft tenslotte een heel ander economisch weefsel. Het Verenigd Koninkrijk is de vierde exportmarkt van zowel Vlaanderen als Brussel, maar het Vlaamse aandeel van de Belgische export naar het VK bedraagt maar liefst 87%. Ik kan me dan ook voorstellen dat Vlaanderen meer belang heeft bij de ondersteuning van bedrijven dan Brussel. Toch valt niet uit te sluiten dat een ingrijpende verandering van de markt in Vlaanderen repercussies heeft op de Brusselse economie. Beide gewesten verstrekken dan ook dezelfde hulpmiddelen aan hun exportpartners. Ik denk bijvoorbeeld aan een helpdesk, de federale Brexit Impact Scan of de individuele begeleiding ter heroriëntatie of differentiatie van de exportmarkten.

De gewesten werken al wel volop samen om hun standpunten te bepalen. Zelfs al leggen elk gewest en de federale autoriteit niet noodzakelijk dezelfde accenten, toch bepalen en verdedigen ze een gezamenlijk Belgisch standpunt binnen de Europese Unie.

[141]

De heer Paul Delva (CD&V).- Ik heb natuurlijk begrip voor uw antwoord op de eerste twee vragen.

Ik ben blij dat de campagne aanslaat en dat er heel wat bedrijven aanwezig waren op het eerste seminar. Dat is ook logisch, want het Brussels Gewest heeft een heleboel troeven die we goed moeten uitspelen. Het feit dat er tientallen bedrijven aanwezig waren, bewijst dat ze interesse hebben voor Brussel. Het is ook goed nieuws dat de Britse pers over de campagne bericht. Ik durf te hopen dat ze niet alleen in de banksector, maar ook in andere sectoren vruchten afwerpt.

Ik begrijp ook uw antwoord over de samenwerking met de andere gewesten naar aanleiding van de brexit. Het is natuurlijk belangrijk dat we een standpunt bepalen in de grote dossiers die u al vermeldde: de Europese Bankautoriteit en het Europees Geneesmiddelenbureau. Ik weet maar al te goed dat de gewesten in België elkaars concurrenten zijn op het gebied van import en export. Het zou niettemin jammer zijn dat we door afgunst of de weigering tot samenwerken kansen missen. Ik begrijp echter uit uw antwoord dat dat niet het geval is en hoop dat de federale regering en de drie gewesten één lijn zullen trekken, wanneer dat nodig is.

- *Het incident is gesloten.*

[145]

INTERPELLATIE VAN DE HEER JOHAN VAN DEN DRIESSCHE

TOT DE HEER DIDIER GOSUIN, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET TEWERKSTELLING, ECONOMIE EN BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP,

betreffende "de opmerkingen in het 23ste boek van het Rekenhof omtrent de rekeningen 2017 van Atrium, het Agentschap voor de Onderneming en Brusoc".

[147]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Onlangs heeft het Rekenhof zijn 23e boek inzake de certificering van de algemene rekeningen van de Brusselse overheidsdiensten en -instellingen voorgesteld. Voor de rekeningen van 2017 van Atrium, het Agentschap voor de Onderneming en Brusoc formuleerde het Rekenhof, net zoals voor de rekeningen van 2016 van die instellingen, een oordeel met voorbehoud.

Het Rekenhof stelde onder meer het volgende vast:

- Atrium heeft het boekhoudkundige resultaat met 750.000 euro onderschat;
- het Agentschap voor de Onderneming heeft 74.000 euro aan uitgaven niet aangerekend;
- Brusoc heeft de ontvangsten met 755.000 euro overschat.

Was is er gebeurd om de tekortkomingen recht te zetten die het Rekenhof in de rekeningen heeft vastgesteld? Wat is de deadline daarvoor?

Welke maatregelen hebt u genomen, opdat de rekeningen 2018 van Atrium, het Agentschap voor de Onderneming en Brusoc een gunstig oordeel van het Rekenhof krijgen?

Nu is het zo dat Atrium en het Brussels Agentschap voor de Onderneming in een reorganisatie zitten, samen met Brussels Invest & Export. Dat baart mij extra zorgen. Een reorganisatie brengt altijd heel wat aanpassingen met zich mee, zowel inzake financiën en boekhouding als op ICT-vlak. Ik hoop dat dat er niet toe zal leiden dat de jaarrekeningen niet goedgekeurd kunnen worden.

[149]

De heer Bruno De Lille (Groen).- Over deze belangrijke kwestie stelde ik in het verleden al een mondelinge vraag aan minister Vanhengel en richtte ik meerdere schriftelijke vragen aan alle regeeringsleden. Groen maakt zich immers al langer zorgen over het financieel beheer van het gewest en in het bijzonder over de rekeningen van de instellingen van openbaar nut (ION).

Voor het jaar 2016 werden de rekeningen van Atrium Brussels, Brusoc en het Brussels Agentschap voor de Onderneming onder voorbehoud goedgekeurd. In de jaren daarvoor werden bepaalde rekeningen zelfs gewoon niet ingediend.

Ik baseer mij op informatie die ik van minister Vanhengel en van u heb gekregen.

(Opmerkingen van de heer Gosuin)

Het Brussels parlement beschouwt de indiening van de rekeningen vaak als een formaliteit. Die rekeningen zijn echter wel degelijk belangrijke politieke documenten en vormen het sluitstuk van de begrotingscyclus.

De instellingen moeten hun rekeningen zelf opmaken en indienen, maar daarnaast moeten ze die ook in een ordonnantie aan het parlement voorleggen. Op enkele uitzonderingen na werd dat sinds 2008 voor geen enkele ION gedaan. Toen ik daarover een vraag stelde, antwoordde minister Vanhengel dat de andere ministers in de regering daarvoor bevoegd zijn. Hij stelde bovendien dat hij hen daarover al meermaals had aangesproken, maar dat zij moeilijk tot actie zijn te bewegen.

[153]

Ik heb u al gevraagd welke stappen u hebt ondernomen om die rekeningen te regulariseren, rekening houdend met de grote achterstand. U had het over een nieuw en gemakkelijker format voor de rekeningen en verwees naar opleidingen in het najaar voor alle betrokkenen.

Hoe zit het daarmee? Werden die opleidingen verstrekt? U hebt niet gezegd wanneer de regularisatie zou plaatsvinden. Wanneer wordt daar werk van gemaakt? Wanneer is het nieuwe format klaar? Er moet natuurlijk eerst een ordonnantie worden aangenomen, voordat het kan worden gebruikt. Kunt u dat toelichten?

[155]

De heer Didier Gosuin, minister.- Allereerst is de bewering dat Atrium zijn boekhoudkundig resultaat met 750.000 euro zou hebben onderschat, niet correct!

In de samenvatting van het verslag op pagina 16 wordt inderdaad een overschatting van het boekhoudkundige resultaat van 221.674 euro vermeld. Die overschatting valt aan de hand van de volgende twee elementen te verklaren:

- 3.269 euro: de niet-naleving van de cut-off. Bepaalde kleine facturen voor prestaties in 2017, die ontvangen werden in 2018, werden ingeschreven in de begroting 2018, en niet in die van 2017. Die lastenvermindering heeft een overschatting van het resultaat tot gevolg. Het bedrag is weinig relevant in verhouding tot de omzet van Atrium;

- 218.405 euro: kapitaalsubsidies. Het betreft een fout in de boeking van de subsidies. Die laatste waren bestemd om investeringen te dekken en moeten bijgevolg worden ingebracht als kapitaalsubsidies en de

aflossingen volgen in verband met de investeringen die ze financieren. Dat heeft als gevolg dat het bedrag boekhoudkundig over verschillende jaren verspreid wordt. In dit geval werden ze ingebracht als opbrengsten en dus met enkel een impact op het boekjaar 2017.

Die stijging van de opbrengsten leidt tot een overschatting van het boekhoudkundige resultaat met 218.405 euro. Zoals het verslag op pagina 10 vermeldt, verbindt hub.brussels zich ertoe de boeking tijdens het boekjaar 2018 te wijzigen, aangezien duidelijk moet zijn dat hub.brussels alle rechten en plichten heeft overgenomen van de entiteiten waaruit het samengesteld is, in het kader van de overdracht van de universaliteit.

[157]

Voor impulse.brussels bedraagt het bedrag 74.249 euro. Dat bestaat uit de volgende onderdelen:

- 44.623 euro komt overeen met een ontslag dat rechtstreeks beheerd werd door het sociaal secretariaat en dat uitbetaald werd in 2017. Het is pas in de boekhouding verschenen op het ogenblik van de loonreconciliatie bij de afsluiting. Op dat moment was het te laat om het in te schrijven in de begroting van het boekjaar 2017, maar het kon ook niet ten laste worden genomen in het boekjaar 2018, omdat de betaling al in 2017 had plaatsgevonden;

- 29.625 euro komt overeen met facturen in verband met crisismaatregelen die werden vastgelegd in 2016 en overgedragen naar 2017. Als gevolg van een bug in de boekhoudsoftware PIA werden de operaties ingeschreven in het boekjaar 2016 en niet 2017. Dat werd pas opgemerkt bij de afsluitende operaties en toen was het te laat om nog invloed te kunnen hebben op de begroting 2017. Er vond dus wel degelijk een budgettaire aanrekening plaats, maar in het verkeerde jaar.

[159]

Ik wijs trouwens ook op de fusie van Atrium en het Brussels Agentschap voor de Onderneming (BAO), die zijn opgegaan in hub.brussels. Bijgevolg heb ik de nieuwe instelling de opdracht gegeven om de aanbevelingen van het Rekenhof te volgen.

Wat de opmerkingen van het Rekenhof over Brusoc betreft, wil ik twee bedragen van de inkomsten toelichten.

Ten eerste wordt een bedrag van 60.060 euro vermeld. De EFRO-overeenkomst van 2013 bepaalde dat Brusoc elk jaar 4% zou afhouden van de bedragen van de toegekende leningen om zijn werkingskosten te dekken. Het bedrag van 60.060 euro komt overeen met 4% van de in 2017 vrijgemaakte leningen. In de algemene boekhouding betreft het wel degelijk inkomsten, aangezien het subsidiebedrag geboekt werd bij klasse 15 van de eigen middelen.

Aangezien de EFRO-subsidie van 2013 op het moment van de toekenning als inkomsten werd geboekt, dient in de begrotingsboekhouding de jaarlijks afgehouden 4% niet meer als inkomsten te worden geboekt. Brusoc zal erop toezien dat dit soort werkingssubsidies niet meer als inkomsten worden geboekt.

[161]

Ten tweede wordt naar een bedrag van 695.000 euro verwezen. Bij het afronden van de begroting van 2017, meer bepaald met betrekking tot overschrijdingen en herverdelingen, bleek dat Brusoc de uitgaven voor de

toekenning van kredieten aanzienlijk had overschreden in vergelijking met de initiële begroting. Het gewest heeft dan ook gevraagd met welke ontvangsten deze overschrijdingen werden gefinancierd.

Brusoc heeft uitgelegd dat de financiering verzekerd werd met fondsen afkomstig uit de terugbetaling van leningen die werden toegekend in het kader van het EFRO-project van 2013. De EFRO-overeenkomst van 2013 bepaalt dat de terugbetalingen van de toegekende leningen, inclusief de intresten, in nieuwe leningen geïnvesteerd worden. Daarom heeft het gewest gevraagd om twee posten te creëren voor begrotingsallocaties inzake inkomsten. Het gaat om het gebruik van reserves van voorgaande jaren om overschrijdingen van de uitgaven te compenseren.

Het bedrag van 695.000 euro is de tegenwaarde in de inkomsten van de overschrijdingen van de krediettoekenningen in de uitgaven. Het gaat niet om aanvullende inkomsten. De terugbetalingen van de toegekende leningen werden overigens als inkomsten geboekt. Brusoc heeft zich ertoe verbonden om deze kwestie te bespreken met de Directie van de begroting van het gewest om te vermijden dat het weer op deze manier de reserves van de voorgaande jaren moet aanspreken.

[163]

(poursuivant en français)

M. De Lille, les comptes de nos institutions économiques ont toujours été approuvés par le gouvernement sous la présente législature. Tout est en ordre sur ce plan.

[165]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Er waren verzachtende omstandigheden, maar dat neemt niet weg dat het Rekenhof een voorbehoud heeft uitgesproken.

Zijn de nodige maatregelen genomen voor de fusie van de drie instellingen, zodat de rekeningen van 2018 tijdig en foutloos aan de regering en het Rekenhof kunnen worden voorgelegd?

De heer Didier Gosuin, minister.- In de nieuwe boekhouding neemt hub.brussels alle rechten en plichten van de andere entiteiten over en zal het de nodige correcties doorvoeren.

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Ik had het niet zozeer over de correcties. Mijn vraag is of de samenvoeging van de drie instellingen geen vertraging zal veroorzaken, wetende dat de rekeningen normaal gezien op 1 december 2018 moeten worden afgesloten.

[171]

De heer Didier Gosuin, minister.- Neen. Alle processen van de begroting zijn in de orde. Alle gegevens zijn perfect geïntegreerd.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Het is mogelijk dat de regering een aantal zaken heeft goedgekeurd, maar volgens mijn informatie zijn die nooit aan het parlement voorgelegd. Het parlement heeft ze dus niet als ordonnantie aangenomen. Dat betekent dat ze voor ons niet toegankelijk en moeilijk te controleren zijn.

Ik wil wel aannemen dat de gegevens van de instellingen waarvoor u bevoegd bent, in orde zijn. Ik heb de lijst nu niet bij de hand, maar de lijst van instellingen waarvoor ze niet in orde zijn, is alleszins indrukwekkend. Op een enkele uitzondering na is sinds 2008 geen enkele rekening van een autonome

bestuursinstelling (ABI) aan het parlement voorgelegd. De minister van Financiën verwijst naar zijn collega's: zij moeten daartoe het initiatief nemen.

Ik zou graag beschikken over de informatie, waarnaar u verwees. Ook wil ik dat u de situatie laat regulariseren.

- *Het incident is gesloten.*

(De heer Bruno De Lille, tweede ondervoorzitter, treedt als voorzitter op)

[179]

INTERPELLATIE VAN DE HEER DOMINIEK LOOTENS-STAEL

TOT DE HEER DIDIER GOSUIN, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET TEWERKSTELLING, ECONOMIE EN BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP,

betreffende "de genomen maatregelen na de rellen van 11 november 2017".

[181]

De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).- Op 11 november 2017 trokken voornamelijk Marokkaanse hooligans een spoor van vernieling door de stad. Ik herinner mij nog levendig de beelden van de dramatische gebeurtenissen die zich op de Lemonnierlaan hebben afgespeeld: vernielingen, maar ook brandstichting in bewoonde panden bij nacht. Dat zijn geen kleine feiten.

In de nasleep daarvan beloofde het Brusselse schepencollege vrij snel om de schade die niet vergoed werd door de verzekeringsmaatschappijen, zelf te vergoeden. Een jaar na datum is er van die belofte helaas weinig in huis gekomen. De stad Brussel heeft enkele inspanningen geleverd, maar weigert toch heel wat kosten te vergoeden. Ik denk daarbij aan:

- de tijdelijke onbruikbaarheid van handelszaken;
- de bedrijfsschade, namelijk een verlies van nettowinst, permanente algemene kosten en huurkosten die blijven lopen. Het is niet bepaald bevorderlijk voor de verkoop, wanneer een handelszaak gedurende dertig dagen een dichtgetimmerde vitrine heeft;
- de kosten voor reparaties die de handelaars zelf hebben moeten uitvoeren;
- advocatenkosten;
- bewakingskosten.

Nochtans had de Brusselse burgemeester plechtig verklaard dat de stad alle kosten zou betalen die niet door de verzekering zijn gedekt en dat de stad die zou verhalen op de daders.

Wat de daders betreft, werden er slechts 12 herrieschoppers vervolgd, terwijl er op de videobeelden 35 herkenbaar waren. Vier daders werden vrijgesproken, vijf werden veroordeeld tot een belachelijke werkstraf van 220 uur en een belachelijke boete.

[183]

Eigenlijk is er geen sprake van een schadevergoeding. De winkeliers kunnen niet op een financiële tegemoetkoming rekenen. Bovendien duurde het tot begin oktober van dit jaar, dus elf maanden, voordat de stad Brussel een terugbetalingsplan opstelde. Het is duidelijk dat de stad in gebreke blijft. Hebt u het dossier met de stad Brussel besproken?

Ik weet dat u niet bevoegd bent voor het hele dossier en dat een aantal fiscale aangelegenheden onder de federale wetgeving vallen, maar op grond van uw bevoegdheid voor veiligheid en misschien binnenlandse zaken hebt u wel iets te zeggen over andere aspecten. Ik denk dat de getroffen winkeliers geen boodschap hebben aan het standpunt dat u niet bevoegd bent. Integendeel, ze hebben uw steun nodig. Volgens mij moet die steun komen van de Brusselse minister die bevoegd is voor de middenstand. Daarom richt ik me tot u, al lukte dat niet zonder slag of stoot. Het Uitgebreid Bureau vond het blijkbaar niet nuttig om een interpellatie over dit onderwerp op de agenda te zetten.

Hoe geloofwaardig is het Brussels parlement nog als winkeliers op een steenworp hier vandaan het slachtoffer zijn van zulke praktijken en de parlementsleden doen alsof hun neus bloedt, omdat anderen bevoegd zijn?

[185]

Mensen in de buurt hebben de indruk dat ze sinds de fameuze feiten in november 2017 in de steek gelaten zijn. Inmiddels zijn daar grootscheepse wegenwerken gestart, waarbij geen rekening werd gehouden met de handelaars. Er is ook de voetgangerszone, die grote gevolgen heeft voor de buurt.

Hebt u ondertussen al overleg gepleegd met de minister-president en met de politiediensten over maatregelen die de veiligheid van de handelaars in de wijken bevorderen? Ik reken erop dat u proactief optreedt en diegenen aanspreekt die wel bevoegd zijn in zijdelingse dossiers, zodat ze voor de middenstand extra inspanningen leveren.

Welke rechtstreekse en onrechtstreekse maatregelen zijn er genomen of gepland om de situatie voor de handelaars in de buurt te verbeteren? Zijn er financiële incentives voor middenstanders die in probleemsituaties terechtkomen als gevolg van rellen, aanslagen enzovoort? Zijn er extra maatregelen voor handelaars die met wegenwerken te maken krijgen?

Ik besef dat het om een totaalpakket gaat. Ik weet ook dat ik zaken vermeld die buiten uw bevoegdheden liggen, maar ik hoop dat u een aantal zaken proactief naar u toe zult trekken, zodat een globaal en geïntegreerd beleid mogelijk wordt. De cijfers spreken voor zich: de faillissementen in Brussel lopen hoog op, terwijl ze in Vlaanderen en in Wallonië dalen. U moet dit probleem aanpakken.

[187]

M. David Weytsman (MR).- Je voudrais signaler, car je suis certain que le ministre est d'accord avec moi sur ce point, que, lors d'événements aussi importants, la commune, la Région et les autorités fédérales travaillent ensemble.

Il faut probablement faire partie de l'extrême droite pour, comme je viens de l'entendre, souffler sur les braises de façon aussi stupide. Je pense que le ministre sait pertinemment bien que la Ville de Bruxelles a pris ses responsabilités. Elle l'a fait même au-delà de ce qui est légalement exigé. En effet, elle est non seulement intervenue auprès de chacun des commerçants, mais elle est aussi intervenue financièrement auprès de ceux qui avaient une assurance, voire juridiquement, dans certains cas. Il y a eu un véritable accompagnement des commerçants, avec la contribution d'Atrium Brussels.

Tous les niveaux de pouvoir (communal, régional, fédéral), chacun dans le cadre de ses compétences, ont aidé et accompagné les commerces ayant subi des dommages parfois très importants. Contrairement à ce que dit M. Lootens-Stael, qui n'est pas très souvent sur le terrain, les commerçants, notamment via les présidents de leurs associations, ont exprimé leur reconnaissance.

De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).- Mijnheer de voorzitter, ik vraag het woord voor een persoonlijk feit.

De voorzitter.- Mijnheer Lootens-Stael, u bent niet bij naam genoemd.

De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).- Toch wel. De heer Weytsman noemde mij 'stupide'. Dat wordt normaal niet gedaan in het parlement.

De voorzitter.- Mijnheer Lootens-Stael, u werd niet bij naam genoemd. Ik stel voor dat we luisteren naar het antwoord van minister Gosuin.

[191]

De heer Didier Gosuin, minister.- Ik vertegenwoordig noch het college van burgemeester en schepenen van Brussel-Stad, noch de federale ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken. U zou zich tot hen moeten richten.

Kort na de rellen heb ik de horecasector gecontacteerd. Die vroeg ons niet om op korte termijn de daders te vinden, maar om een algemene oplossing uit te dokteren voor hun grieven. Die hebben te maken met gebrekkig onderwijs, sociale problemen en discriminatie bij aanwerving, maar worden hoofdzakelijk veroorzaakt door een structureel tekort aan investeringen op het gebied van veiligheid en justitie. Sindsdien is de sector niet meer op de kwestie teruggekomen.

Mijnheer Lootens, het heeft geen zin om opnieuw wat beperkte maatregelen te nemen die slechts boter aan de galg zijn. De bevoegde overheden moeten ervoor zorgen dat de politie en het gerecht normaal kunnen functioneren in Brussel en dat de stadsvernieuwingsprojecten in overleg met de lokale actoren worden uitgevoerd.

Ik roep de bevoegde ministers en lokale bestuurders dus op om hun verantwoordelijkheid te nemen en aan de politie en de magistratuur de personeelsleden te leveren die in de personeelsformaties zijn vastgesteld, maar ook om de herinrichtingswerken in de centrale lanen snel te voltooien en daarbij de handelaars te begeleiden en ondersteunen.

[193]

Ik zal er binnen de grenzen van mijn bevoegdheden op blijven toezien dat de economische instrumenten van het Brussels Gewest een rol blijven spelen. Als de omstandigheden dat vereisen, ben ik bereid ze aan te passen. Dat hebben we na de aanslagen ook gedaan.

[195]

De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).- Ik kom terug op de beledigingen van de heer Weytsman. Ik zit al 25 jaar in het parlement en we hebben de gewoonte om hier beleefd met elkaar om te gaan en elkaar niet voor 'dwaas' uit te schelden. Het valt misschien toe te schrijven aan zijn mindere kennis van het Nederlands dat hij mij niet begrepen heeft toen ik zei dat de stad Brussel over de brug gekomen is, maar ze had beloofd om alle kosten die de verzekeringen niet dekken, te vergoeden, en daarin blijft ze in gebreke.

Dat betekent dus dat de betrokkenen een financiële kater overhouden aan het feit dat de overheid die 11 november niet heeft gedaan wat je mag verwachten. Ik herinner eraan dat de politie opdracht heeft gekregen om niet tussenbeide te komen. De beelden toonden dat ook duidelijk aan.

Ik ben vaak genoeg op het terrein om dat te weten, mijnheer Weytsman, want ik heb alle beelden van de avond van de rellen gezien. Gedurende drie kwartier konden de relschoppers hun gangen gaan. Drie kwartier lang konden ze hun woede botvieren op andermans eigendommen en hebben ze onder meer in de Galérie des Meubles alles kort en klein geslagen, brand gesticht enzovoort. Ze konden dat doen omdat de verantwoordelijken gezegd hadden dat het beter was om de zaak te laten bekoelen zonder in te grijpen.

[197]

Mijnheer de minister, zoals ik al vreesde, zegt u dat justitie of binnenlandse zaken uw bevoegdheden niet zijn. Dat klopt, maar voor de middenstand in de stad, die het al niet gemakkelijk heeft, bent u wel verantwoordelijk. Wij dragen een zware verantwoordelijkheid tegenover de middenstanders. Ik verwijs nogmaals naar de cijfers: het aantal faillissementen in de hoofdstad stijgt sterk, terwijl Vlaanderen en Wallonië net een dalende trend laten optekenen. Dat wijst op een bijzonder groot probleem. Als bevoegd minister moet u dan ook al het mogelijke doen. U hoort proactief op te treden en de federale overheid aan te sporen tot actie. U moet alles in het werk stellen om optimale omstandigheden te creëren voor de middenstand van onze stad. Dat is immers de zuurstof, de ruggengraat van het economische leven.

Ik hoor u spreken over een pleister op een houten been. Die woorden herhaal ik liever niet in het bijzijn van de slachtoffers van 11 november 2017. Zij verdienen alle steun, ook op de korte termijn. Uiteraard zijn kortetermijnoplossingen alleen niet voldoende en moeten we ook inspanningen leveren die de omstandigheden voor de middenstand duurzaam verbeteren, maar wat in de directe nasleep van de gebeurtenissen van 11 november 2017 moet gebeuren, is allesbehalve een pleister op een houten been. In tegendeel: voor sommigen hangt het voortbestaan van hun zaak ervan af.

- *Het incident is gesloten.*

[201]

INTERPELLATION DE MME ISABELLE EMMERY

À M. DIDIER GOSUIN, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE,

concernant "les métiers en pénurie et la gratuité de la formation en alternance".

[203]

Mme Isabelle Emmerly (PS).- Depuis plusieurs mois, le nouveau problème urgent à résoudre serait celui des métiers en pénurie, un sujet qui revient périodiquement dans nos travaux. On ne trouverait personne pour remplir des postes existants alors qu'on compterait un peu plus de 140.000 places vacantes dans le pays.

La pénurie de candidats avec un profil technique ou scientifique sur le marché du travail demeure donc pleinement d'actualité en Belgique. La moitié des entreprises en recherchent, mais la plupart n'en trouvent que difficilement et reconnaissent en manquer. Selon une étude récente de Tempo-Team auprès de 2.100 employeurs et travailleurs d'entreprises belges, "environ une moitié des entreprises consultées ont besoin de talents techniques, mais dans huit cas sur dix, leurs recherches demeurent particulièrement ardues". "Plus de deux tiers estiment en effet qu'il revient à l'autorité compétente de promouvoir davantage les études et formations techniques. D'après l'enquête, il semble, entre autres, que 71% des travailleurs ayant un diplôme technique préfèrent un emploi leur accordant beaucoup d'autonomie, alors que les autres types de travailleurs ne sont que 58% à penser de cette façon".

Dans un tel contexte, l'alternance doit être une priorité, mais ce système d'enseignement peine à entrer dans les mœurs, en dépit des nombreux efforts consentis en la matière au niveau régional.

À ce propos, vous avez annoncé que, dès le mois de janvier 2019, la formation en alternance serait gratuite pour les chercheurs d'emploi bruxellois qui entament une formation à l'Espace formation PME (EFP). Cela représentera un budget annuel de 500.000 euros. Selon vous, "ce budget sera débloqué au prorata du nombre de chercheurs d'emploi qui s'inscrivent à des formations en alternance et permettra d'assurer la gratuité à 1.500 chercheurs d'emploi".

[205]

À l'occasion des discussions budgétaires, vous nous faisiez part de votre volonté de ne pas vous enfermer dans une lecture limitée aux métiers en pénurie, qui constituerait une vision restrictive du problème de l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail, mais de vous concentrer plutôt sur les métiers en demande, qui représentent un volume d'emplois nettement plus important.

Combien de postes sont-ils vacants en Région bruxelloise ? Quels sont les métiers les plus recherchés par les entreprises bruxelloises ? Quel pourcentage de ceux-ci sont-ils en pénurie ?

Avez-vous pris connaissance de l'étude réalisée par Tempo-Team ? Quelles conclusions devons-nous en retenir ?

Dans la mesure où la gratuité de la formation en alternance dès 2019 est réservée à 1.500 chercheurs d'emploi, ces derniers seront-ils sélectionnés selon des critères définis, ou les premiers demandeurs seront-ils les premiers servis ?

Cette mesure fait-elle ou fera-t-elle l'objet d'une promotion tant auprès des écoles de la formation professionnelle que des entreprises ?

Pour élargir un peu le champ de ma question, y a-t-il une concertation à propos des mesures du "jobs deal" entre la Région et l'État fédéral ?

Quelles sont les mesures prévues pour répondre au problème des métiers en pénurie et en demande, au-delà de la gratuité de la formation en alternance ?

Pensez-vous que la pénibilité de certains métiers en pénurie soit aussi un frein ? C'est sans doute une des réponses à cette question, mais est-ce la seule ?

[207]

M. Didier Gosuin, ministre. - Les données disponibles sur le nombre d'emplois vacants en Belgique sont issues d'enquêtes trimestrielles réalisées sur une base déclarative auprès des entreprises.

En 2017, on dénombrait, en moyenne annuelle, 132.761 postes vacants en Belgique et 18.512 dans les entreprises situées à Bruxelles. L'essentiel de ces emplois vacants est donc déclaré par des entreprises situées en Flandre. Aujourd'hui, on dénombre 140.690 postes vacants au niveau national. Ils sont en augmentation dans toutes les Régions. Au deuxième trimestre 2018, Bruxelles comptait 19.500 emplois vacants.

Je vais vous présenter les grandes tendances et vous verrez que l'on est souvent enclin, par méconnaissance des problématiques d'emploi, à emprunter des raccourcis, y compris dans le milieu patronal.

On recense 155 métiers "en demande" parce qu'ils sont plus recherchés que d'autres par les employeurs auprès d'Actiris. Selon la définition de l'Observatoire de l'emploi et de la formation, il s'agit de métiers pour lesquels les employeurs ont déposé en moyenne plus de 50 offres d'emploi auprès d'Actiris. En 2017, ils regroupaient 24.458 offres d'emploi. Dans le top 20 des métiers pour lesquels on enregistre plus de 300 demandes par an, on retrouve les fonctions d'employé administratif, de responsable de projet, de comptable, d'agent de services commerciaux, de puériculteur, d'infirmier, de secrétaire de direction, de magasinier, de délégué commercial, de surveillant de garderie, d'assistant en gestion de ressources humaines, d'assistant social, de nettoyeur, d'aide-ménagère, etc.

[209]

Parmi ces fonctions figurent des métiers nécessitant des qualifications moins élevées et, parmi ces 155 métiers, 59 sont en pénurie et en demande. Ils représentent donc une minorité, puisque 96 métiers sur 155 en demande ne sont pas en pénurie.

Les métiers qui sont à la fois en demande et en pénurie représentent 7.740 offres d'emploi, soit 31,6% des offres d'emploi liées aux métiers en demande. En d'autres termes, limiter son analyse aux métiers en pénurie est restrictif, puisque 68,4% des métiers en demande ne sont pas en pénurie. Je ne comprendrais pas que l'on ne s'y intéresse pas également.

Pour rappel, la vacance d'emploi mesure les besoins en recrutements externes estimés par les entreprises. Ces besoins augmentent en période de reprise - ce qui est le cas, même de manière légère, depuis 2014 - et face aux mutations technologiques, notamment à la digitalisation de l'économie. Ces besoins en recrutements des employeurs sont objectivés par les services publics de l'emploi au travers des secteurs porteurs et des métiers en demande. La vacance peut constituer un frein au développement économique quand elle se transforme en pénurie de main-d'œuvre, c'est-à-dire quand le recrutement n'est pas satisfait.

Selon l'étude de Tempo-Team, trois quarts des sociétés offrant des postes pour les profils techniques évoquent même de graves carences, plus encore au nord (54%) qu'au sud du pays (39%) et davantage au sein des grandes entreprises (65%) que parmi les petites (34%). Cette analyse ne semble pas avoir produit d'informations spécifiques sur Bruxelles.

[211]

Les entreprises demandent avant tout aux autorités chargées de l'Enseignement d'agir : "Cinquante-cinq pour cent des sociétés estiment également que les jeunes ne sont pas encore suffisamment encouragés à opter pour des disciplines qui augmentent leurs chances de trouver un emploi – ce serait même l'une des causes principales de la pénurie actuelle sur le marché du travail. La moitié des patrons veut en outre une meilleure concordance entre l'enseignement et le monde entrepreneurial".

En tant que ministre de l'Emploi et de la Formation, j'ai évidemment pris ma part de responsabilité en orientant l'offre de formation vers les secteurs prioritaires suivants : la construction, l'horeca et l'industrie agro-alimentaire, l'industrie technologique, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'économie numérique, ainsi que le secteur du transport et logistique.

Enfin, il est intéressant de noter que l'étude souligne que "les entreprises ont aussi un rôle important à jouer, par exemple en augmentant l'attrait de leurs emplois techniques et en les rémunérant mieux".

Pour rappel, différents facteurs peuvent expliquer une pénurie. Tout d'abord un facteur d'ordre quantitatif, c'est-à-dire un manque de candidats. Ce sont les métiers en pénurie au sens strict. Ensuite, on retrouve des causes plus qualitatives dans le chef du chercheur d'emploi, comme le manque de compétences dans le métier, mais aussi un manque d'expérience ou de connaissances linguistiques. Enfin, il y a également des raisons d'ordre qualitatif au niveau de l'emploi lui-même : métiers pénibles ou conditions de travail difficiles, horaires discontinus, comme dans le secteur de la santé. Les employeurs et les secteurs concernés ont donc une partie de la solution en main.

[213]

En ce qui concerne la gratuité de la formation en alternance, il n'y aura aucune sélection. Tous les chercheurs d'emploi bruxellois inscrits à Actiris s'inscriront à l'EFP, Syntra, etc., et bénéficieront de cette gratuité. C'est un principe général !

Quel que soit le métier choisi, ces offres rencontrent les besoins de recrutement des entreprises puisqu'elles sont centrées sur les PME. De plus, elles recouvrent largement les métiers en pénurie et en demande.

Cette mesure s'adresse aux chercheurs d'emploi bruxellois inscrits à Actiris. Actiris, Bruxelles Formation, l'EFP, le Service formation PME (SFPME) et Syntra sont en train de concevoir ensemble les outils les plus pratiques et efficaces pour informer ce public cible. Ce sont eux qui se chargent de l'information, notamment au travers de l'accompagnement par le conseiller emploi, la Cité des métiers ainsi que l'ensemble des cadeaux d'information des partenaires de la formation PME.

En réponse à votre question sur le jobs deal, malgré tous nos efforts, le gouvernement fédéral n'a pas joué le jeu de la concertation. Il n'a assuré aucun suivi à la dernière réunion tenue entre les cabinets. Il a avancé seul sur ses propres mesures durant l'été sans intégrer une seule des vingt propositions de la Région de Bruxelles-Capitale, dont toute une série de mesures de soutien à l'alternance, et sans mettre sur pied les groupes de travail convenus. Il a donc manqué l'occasion - et je le regrette - d'élaborer un plan interfédéral concerté, chiffré et vérifié.

Cette mesure de gratuité de la formation en alternance n'est bien évidemment pas la seule mesure que nous ayons mise en œuvre depuis le début de cette législature au travers de la Stratégie 2025. Elle s'inscrit dans la mesure 11 du Plan formation 2020 qui garantit des droits égaux d'accès à la formation. Ce plan contient 44 mesures qui, toutes, contribuent à la résolution des pénuries quantitatives et qualitatives liées aux qualifications. Parmi elles, 23 répondent directement à ces problèmes de vacances d'emploi, voire de pénurie.

[215]

Mme Isabelle Emmerly (PS).- Je relève à nouveau, comme vous l'avez fait remarquer, un manque de concertation avec l'État fédéral sur l'ensemble de cette problématique.

Dans mon intervention, une phrase tirée de l'étude récente de Tempo-Team soulignait que plus de deux tiers des employeurs estimaient qu'il revenait à l'autorité compétente de promouvoir davantage les études et formations techniques. Peut-être faut-il, en matière de formation en alternance, insister sur le rôle citoyen des entreprises via les stages qu'elles doivent offrir aux travailleurs en formation.

- *L'incident est clos.*

[219]

INTERPELLATION DE MME ISABELLE EMMERY

À M. DIDIER GOSUIN, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE,

concernant "la diminution des loyers dans les artères commerçantes et l'essor de l'e-commerce".

[221]

Mme Isabelle Emmerly (PS).- Triste constat : les rues commerçantes semblent de plus en plus en souffrance. La combinaison de plusieurs facteurs négatifs tels que le manque de parking à proximité des commerces, des chantiers interminables, des zones piétonnes désertées et en manque d'animations, et l'arrivée de grandes enseignes ont, depuis quelques années, plombé le développement florissant de certaines artères commerçantes de notre ville. Par ailleurs, une étude récente révèle que la moitié des Belges fréquentent les commerces plus pour se divertir que pour acheter. La croissance attendue de la vente au détail entre 2017 et 2019 était de 1,5% sur une base annuelle.

Face à la désertification des artères commerçantes, les loyers des locaux commerciaux ont baissé, afin de garder ou de trouver des locataires solvables. Ils auraient ainsi diminué de 5 à 10%, voire 30% à certains endroits.

Notons qu'à côté de cela, l'onde de choc du commerce électronique, qui ne cesse de raboter les marges des magasins physiques, commence à se faire sentir jusqu'au cœur des rues commerçantes. Des chiffres récemment publiés par l'asbl BeCommerce montrent une augmentation de 13,5% sur une base annuelle pour les 100 meilleurs webshops de Belgique.

Ces données doivent toutefois être nuancées, car d'après une étude menée par IBM, les consommateurs de 20 à 30 ans continuent d'accorder beaucoup d'importance aux magasins physiques pour leurs achats. Leur style de vie est novateur, étroitement lié aux réseaux sociaux, et ils veulent vivre des expériences en boutique. Ils sont bien informés, comparent les prix et sont ouverts aux nouvelles idées d'économie partagée.

[223]

Autre point positif dans ce tableau noir : si jusqu'en 2015, on a enregistré une vague importante de fermetures de petits commerces, dévorés par les grandes surfaces, la donne commence depuis lors à changer.

De plus, les scandales qui ont éclaboussé le secteur alimentaire ont réveillé les consciences des consommateurs et des entrepreneurs. Lassés de voir que des entreprises ne partageaient pas ou plus leurs valeurs, de plus en plus d'entrepreneurs ont choisi de donner un nouveau sens à leur profession et un nouveau souffle à leur quartier. Par conséquent, les commerces "de proximité" sont en pleine mutation. La disparition de l'épicier du coin, du boulanger ou du boucher de quartier semblait auparavant inéluctable, mais depuis un an, selon une analyse de Thierry Evens, porte-parole de la coupole francophone de défense des indépendants et des PME (UCM), "le client n'est plus obnubilé par le prix. Il veut de la qualité, du circuit court, du bio, des petites quantités. On assiste au retour à une consommation plus raisonnée et à la proximité".

Confirmez-vous la baisse des loyers des locaux commerciaux dans notre capitale ? Cette chute est-elle uniforme d'une commune à l'autre ? À combien se monte en moyenne cette diminution ?

La croissance annoncée pour la vente de détail entre 2017 et 2019 par la Banque nationale de Belgique (BNB) est-elle au rendez-vous ?

Le commerce électronique est-il la cause principale de la désaffectation des artères commerciales ? Peut-on évaluer et estimer son impact réel sur celles-ci ?

Confirmez-vous l'essor des petits commerces de proximité ainsi qu'un changement de mentalité chez les consommateurs bruxellois ? Une étude est-elle en cours à ce sujet ?

Quelles mesures la Région prend-elle pour booster davantage le développement des rues commerçantes, et plus particulièrement ce commerce de proximité plébiscité par les nouveaux consommateurs ?

Quelle est la collaboration entre la Région, hub.brussels et les commerces à ce sujet ?

[225]

M. Didier Gosuin, ministre. - Il est toujours utile de citer ses sources. Votre interpellation est basée sur le rapport de l'été 2018 publié par Cushman & Wakefield, une société spécialisée en conseil et développement immobilier. Cette étude, relayée dans la presse, met en exergue ses éléments chocs, telles que les baisses de loyer que vous évoquez, parfois très fortes, puisqu'elles atteignent 30%.

Si vous lisez plus finement le rapport, vous verrez que ces baisses se concentrent dans les villes régionales du pays, comme Namur, Liège, Charleroi ou Gand, alors qu'Anvers et Bruxelles affichent en moyenne une stabilité relative.

À Bruxelles, le phénomène de renégociation à la baisse des loyers concerne surtout les grands magasins de chaînes d'une surface supérieure à 150 mètres carrés dans des artères comme la rue Neuve. Le rapport conclut même que cela peut avoir un impact positif sur le dynamisme et la mixité commerciale, en favorisant la rotation et les nouveaux entrants.

Le rapport, basé sur un échantillon limité de transactions, ne donne pas d'informations plus fines. Il serait en effet très complexe d'assurer un contrôle fiable et exhaustif de la situation, vu les nombreux biais méthodologiques sur lesquels nous butterions : différence entre le prix annoncé et le prix payé, inconnue du pas-de-porte payé, secret des transactions commerciales, etc.

En conclusion, il ne s'agit pas d'un ressac généralisé à Bruxelles, mais plutôt d'un phénomène de correction localisé et contenu, peut-être aussi lié à l'état de désaffectation urbanistique de certaines artères. J'ai eu

l'occasion de parler ici il y a quelques mois de la problématique de la rue Neuve, dont j'apprends la future modernisation.

En ce qui concerne la croissance qui avait été annoncée pour la vente au détail entre 2017 et 2019 par la Banque nationale de Belgique, nous ne disposons bien entendu que des chiffres jusque 2018. Selon Statbel, sur les trois premiers trimestres de 2018, l'évolution des chiffres d'affaires pour le code 47 (commerce de détail) par rapport aux trois premiers trimestres de 2017 est de -1% à l'échelle du pays.

Comme le laisse entendre votre question sur l'impact du commerce électronique, il n'est pas simple d'évaluer les causes de telle ou telle évolution de la ville.

[227]

Dans une ville de 50.000 habitants avec un petit centre-ville, lorsque les commerces ferment les uns après les autres après l'installation d'un centre commercial périphérique, on peut y voir une relation claire de cause à effet. À Bruxelles, les interactions sont beaucoup plus complexes ; il est donc hasardeux de tenter d'isoler un paramètre.

C'est pour poser une base objective solide à ces discussions que j'ai demandé à hub.brussels de réaliser un schéma de développement commercial qui, pour la première fois, rassemble les données exhaustives sur le commerce en Région de Bruxelles-Capitale. Ce processus en cours a déjà livré plusieurs analyses en partenariat avec perspective.brussels et l'ULB. Il offrira prochainement une analyse complète des comportements d'achat des ménages bruxellois. Je ne peux préjuger des résultats mais je gage qu'ils répondront à de nombreuses questions qui intéressent les Bruxellois.

La question n'est pas de protéger les commerçants locaux contre l'e-commerce, mais de faire en sorte que le commerce urbain se mette à la page et rassemble les deux composantes. J'ai déjà pu exposer ici la manière dont j'ai adapté les aides aux entreprises, développé l'accompagnement de hub.brussels ou encore mis sur pied des programmes comme le plan NextTech.brussels en vue de répondre à cet enjeu.

En ce qui concerne l'essor du commerce de proximité, les analyses du schéma de développement commercial montrent que le nombre total de commerces s'est stabilisé au cours des vingt dernières années après avoir baissé de 50% en un demi-siècle. On comptait 42.712 commerces en 1950, 22.582 en 1997 et 20.696 en 2017. On observe donc une légère diminution du nombre de commerces au cours des vingt dernières années mais une augmentation de la surface commerciale disponible. En d'autres termes, le tissu commercial s'est surtout modifié par la répartition des types de commerces, mais le stock total a, quant à lui, assez peu évolué.

[229]

Parmi d'autres exemples, on voit qu'il y a aujourd'hui beaucoup plus de commerces de vêtements ou de parfumeries qu'il y a vingt ans. À l'inverse, le nombre de maroquinerie et de librairies diminue.

À un niveau plus qualitatif, hub.brussels, qui accompagne au quotidien les commerçants dans leur développement à Bruxelles, observe que le commerce de proximité est en train de se réinventer à Bruxelles, après avoir sensiblement décliné. Par exemple, ces trois dernières années, le nombre de nouvelles boulangeries et pâtisseries est en croissance soutenue. Ce n'était pas le cas auparavant. Il en va de même pour les fromagers et d'autres catégories qui avaient décliné jusqu'à présent. Même l'épicerie se redéveloppe.

Il est aussi intéressant de constater que ces commerces sont portés par des entrepreneurs passionnés qui ont bien intégré les nouvelles attentes des clients : l'authenticité des produits, le professionnalisme du

commerçant et la proximité. Par exemple le développement récent de l'épicerie se fait avec des produits régionaux, souvent biologiques et autour d'expériences de zéro déchet ou de gouvernance participative. Le passé est bien révolu, mais la relève est là.

J'en viens enfin aux mesures régionales de soutien au commerce de proximité.

Le service ad hoc de hub.brussels accompagne les investisseurs aguerris. Il prend également en charge l'entrepreneur débutant, en général bruxellois. Ce dernier est plus un entrepreneur qu'un investisseur et va développer une réelle identité et une personnalité propre. Le résultat, c'est que le taux de faillite à quatre ans des commerces qui ont été accompagnés est près de deux fois plus faible que la moyenne nationale.

La Région s'est aussi dotée d'Open Soon, un appel à projets qui soutient financièrement les commerces les plus audacieux et originaux, tout en leur offrant l'accompagnement de hub.brussels.

Pour les projets qui ont encore besoin d'un calibrage sur le terrain, un projet pilote a été mis en place. Véritable couveuse commerciale, l'Auberge espagnole permet de s'installer trois mois dans un rez-de-chaussée commercial avec un loyer réduit et une série de risques maîtrisés qui permettent aux occupants de se concentrer sur ce qui fait leur identité.

Pour les plus jeunes pousses encore, un autre projet original a été mis en place pour un an au musée Kanal : le Kanal store. Entièrement dédié aux créateurs regroupés en un même lieu, ce projet leur permet de se faire connaître et de tester le métier de commerçant.

Un autre projet pilote, consacré cette fois spécifiquement à l'horeca, est aussi à l'étude pour venir consolider cette stratégie d'accompagnement de plus en plus complète, qui compte également des magasins éphémères et des marchands ambulants.

La liste des initiatives régionales pour stimuler le commerce est encore longue. Leur logique est de développer la connaissance, les expérimentations et l'accompagnement. En complément, j'ai également revu les aides aux entreprises pour favoriser le petit commerce, tout comme j'ai développé des aides spécifiques pour le soutenir en cas de chantier, ou encore dans l'accès à un bail de type court.

Tout ceci se fait évidemment toujours dans une optique de collaboration avec les pouvoirs locaux. L'agence hub.brussels s'est engagée à signer, en 2019, dix-neuf conventions-cadres de collaboration avec les nouvelles majorités communales, qui porteront désormais sur l'ensemble des services de l'agence. La balle est dans le camp des dix-neuf entités locales.

[233]

Mme Isabelle Emmery (PS).- Le développement du commerce de proximité ne peut que profiter à notre Région à l'égard de la vie des quartiers et du confort des habitants. Je note toutefois que l'impulsion varie selon les communes. Il serait bon que la Région accélère le mouvement là où les commerces de proximité manquent, afin de combler cette disparité régionale.

- *L'incident est clos.*

[235]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER PAUL DELVA

AAN DE HEER DIDIER GOSUIN, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET TEWERKSTELLING, ECONOMIE EN BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP,

betreffende "het laag aantal sancties voor werkzoekenden in Brussel".

De voorzitter.- De mondelinge vraag wordt geschrapt.

[239]

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW HANNELORE GOEMAN

AAN DE HEER DIDIER GOSUIN, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET TEWERKSTELLING, ECONOMIE EN BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP,

betreffende "de digitalisering van de arbeidsbemiddelingsdiensten".

[241]

Mevrouw Hannelore Goeman (sp.a).- In Vlaanderen is er scherpe kritiek op het plan van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB) om het aantal werkwinkels af te bouwen. Per provincie gaan er vier of vijf winkels dicht. Digitalisering moet de nabijheidsdiensten vervangen. Vlaams minister Philippe Muyters verkoopt de ingreep als, houd u vast, 'het Netflix van de arbeidsmarkt'. Via de hulp van een applicatie en van artificiële intelligentie zouden werkzoekenden sneller een plekje op de arbeidsmarkt vinden.

Armoedeorganisaties en Samenlevingsopbouw waarschuwen voor onbedoelde neveneffecten van de hervorming. Zij vrezen dat de kwetsbaarste burgers nog vaker uit de boot zullen vallen. Het ontbreekt hen immers aan de kennis en/of het materiaal (computer of smartphone) om de digitale kloof te overbruggen. Een jaar geleden bleek uit eigen VDAB-cijfers dat een vierde van hun gebruikers niet bereikbaar zou zijn per e-mail. Bij 55-plussers, toch een belangrijke doelgroep, gaat het om bijna de helft.

Dat doet me een beetje denken aan de film 'I, Daniel Blake' van Ken Loach, die ik u alleen maar kan aanraden. Daarin botst een afgedankte, late vijftiger steeds opnieuw op de muren van een kafkaïaans activeringsbeleid dat op geen enkele manier rekening houdt met de dagelijkse realiteit van de man of van zijn lotgenoten. De digitalisering is daarbij een van de grote struikelblokken. Vanuit organisatorisch perspectief kan de digitalisering de logica zelfe zijn, maar op praktisch en menselijk vlak kan ze grote gevolgen hebben.

Kortom, we zijn het erover eens dat de digitalisering een absolute noodzaak is en een goed instrument om zelfredzame werkzoekenden te begeleiden, maar dat mag niet ten koste gaan van begeleiding in levenden lijve van moeilijker doelgroepen. Die vergt immers menselijkheid, maatwerk en nabijheid. Dat vraagt investeringen en zeker geen besparingen.

[243]

Ook in Brussel zijn er verscheidene werkwinkels, waar Actiris, Tracé Brussel en VDAB Brussel samenwerken.

Heeft de hervorming van de VDAB gevolgen voor het Brusselse beleid en de werkwinkels in het gewest? Zo ja, om welke gevolgen gaat het? Heeft de VDAB of Vlaams minister Muylers u daarover gecontacteerd?

Welke plannen heeft Actiris zelf voor de digitalisering van het aanbod voor werkzoekenden? Zal die digitalisering leiden tot de sluiting van plaatselijke kantoren, zoals bij de VDAB gebeurde? Wat denkt u van die strategie van de VDAB?

Hoe zal Actiris zijn bereikbaarheid voor en de begeleiding van moeilijkere doelgroepen ook in de toekomst garanderen?

[245]

De heer Didier Gosuin, minister. - Met de hervorming wil de VDAB zowel in Vlaanderen als in Brussel meer digitale tools aanbieden. Dat betekent evenwel niet dat alle diensten door een digitaal aanbod worden vervangen. Alle Brusselse werkzoekenden die Actiris naar de VDAB doorverwijst, worden uitgenodigd voor een persoonlijk intakegesprek bij de VDAB, waarop met de werkzoekende wordt besproken wat de beste begeleiding en het meest passende traject is.

Daarnaast wil de VDAB zijn dienstverlening verder sectoraal uitbouwen. Dat sluit aan bij de Brusselse strategie om aan werkzoekenden en werkgevers een meer gespecialiseerde sectorale dienstverlening aan te bieden, onder andere via de opleidings- en tewerkstellingspolen. Doel is om een dienstverlening op maat uit te werken voor de verschillende sectoren of beroepenclusters en de begeleiding, opleiding en matching beter op elkaar af te stemmen.

De inbreng van de VDAB in de Brusselse lokale werkwinkels wordt mogelijk gereorganiseerd. Zo zullen misschien een aantal VDAB-medewerkers naar de sectorale teams worden overgeheveld, gelet op de sectorale uitbouw. Dat maakt evenwel deel uit van de afspraken die de VDAB rechtstreeks met de lokale werkwinkels voert.

De samenwerking tussen Actiris en de Brusselse lokale werkwinkels blijft ongewijzigd, conform de overeenkomst die op basis van de ordonnantie werd gesloten. Brusselse werkzoekenden die ver van de arbeidsmarkt verwijderd zijn en een Nederlandstalig beroepsperspectief hebben, kunnen nog steeds terecht in de drie lokale werkwinkels. De capaciteit en het aanbod blijven ongewijzigd.

Begin oktober informeerde de centrale dienst van de VDAB alle partners over de nieuwe contactstrategie en het dienstverleningsmodel via een algemene communicatie. De VDAB heeft de contactstrategie gedetailleerd voorgesteld tijdens een uitwisseling met Actiris. Er komt een vervolgoverleg, zodra de strategie operationeel is.

Op 30 november organiseerde VDAB Brussel een partnerdag, waarop de verschillende diensten van Actiris, de werkwinkels en alle Brusselse derde partners werden uitgenodigd, om de nieuwe contactstrategie en het dienstverleningsmodel toe te lichten. Minister Muylers bracht me echter niet rechtstreeks op de hoogte van de hervorming.

[247]

Actiris werkt aan een uniek dossier voor werkzoekenden, dat in de loop van 2019 klaar zal zijn. Dankzij die tool zal de werkzoekende zelf zijn dossier kunnen vervolledigen. In een tweede fase kan hij op basis van zijn vaardigheden automatisch worden gematcht met werkgevers die een job aanbieden.

Daarnaast wil Actiris naar analogie met de taaltest, een test invoeren waarmee het de digitale skills van werkzoekenden kan peilen en kan bepalen hoe zij omgaan met de basistools op het internet en van Actiris. Zo wil het agentschap de werkzoekenden bewustmaken van het nut van die digitale basisvaardigheden en hen indien nodig doorverwijzen naar een gepaste opleiding.

De diensten die Actiris in de achttien plaatselijke kantoren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanbiedt, wijzigen niet door de digitalisering van het aanbod voor werkzoekenden. Het komt mij niet toe om te oordelen over de strategie van de VDAB.

Actiris digitaliseert zijn diensten om via die weg autonome werkzoekenden sneller te kunnen helpen. Op die manier is er meer personeel beschikbaar voor een kwaliteitsvolle dienstverlening aan de minder autonome werkzoekenden. De werkzoekenden bepalen in overleg met een consultant hoe zij met Actiris communiceren, zodat de dienstverlening van Actiris steeds is afgestemd op de vaardigheden en de autonomie van de werkzoekende.

In de Self-Zones in de kantoren van Actiris kunnen stewards werkzoekenden begeleiden op de pc.

Voorts wil ik er nog op wijzen dat Actiris via de sociale consultatie, de dienst Begeleiding actief zoeken naar werk en bepaalde partners begeleiding op maat van kansarme doelgroepen aanbiedt.

[249]

Mevrouw Hannelore Goeman (sp.a).- U gaf een zeer volledig antwoord, al blijf ik me afvragen wat er precies wordt bedoeld met de integratie in sectorteam. Die vraag is natuurlijk veeleer bedoeld voor Vlaams minister Muyters. Ik kan moeilijk inschatten wat de gevolgen zijn voor het aanbod in de werkwinkels zelf. Ik heb begrepen dat ze in geen geval worden gesloten.

Het unieke dossier en de automatische matching waaraan Actiris werkt, vind ik goed nieuws, net zoals de test om naar digitale vaardigheden te peilen. Persoonlijke begeleiding blijft echter noodzakelijk. Als je geen computer hebt, is het moeilijk om digitale tests af te leggen.

Ik wou eigenlijk de garantie krijgen dat Brussel zijn contactpunten op het terrein met persoonlijke begeleiding niet afbouwt, maar u hebt me met uw antwoord gerustgesteld.

- *Het incident is gesloten.*

[253]

QUESTION ORALE DE MME FATOUMATA SIDIBÉ

À M. DIDIER GOSUIN, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE,

concernant "l'inclusion des femmes dans le domaine du numérique".

M. le président.- À la demande de l'auteure, la question orale est reportée à une prochaine réunion.

[257]

QUESTION ORALE DE M. HAMZA FASSI-FIHRI

À M. DIDIER GOSUIN, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE,

concernant "le rapport de la Cour des comptes concernant les agents contractuels subventionnels (ACS)".

M. le président.- À la demande de l'auteur, la question orale est transformée en question écrite.

[261]

QUESTION ORALE DE MME ISABELLE EMMERY

À M. DIDIER GOSUIN, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE,

concernant "le statut des livreurs Deliveroo et UberEats dans notre Capitale".

[263]

M. le président.- La parole est à Mme Emmerly.

Mme Isabelle Emmerly (PS).- Pendant deux jours, à la fin du mois d'octobre, les représentants des livreurs à vélo et de syndicats issus de douze pays européens se sont réunis à Bruxelles.

Ces livreurs sont devenus indissociables du paysage urbain : nous les voyons pédaler dans nos villes à toute heure pour le compte de plates-formes telles que Deliveroo ou UberEats, soumis à des conditions de travail qu'ils dénoncent comme déplorables, dangereuses, sous-payées et sous-protégées. Nous pouvons rejoindre leur avis.

Ces deux dernières années, un peu partout en Europe, ils se sont organisés en collectifs pour défendre leurs droits. La Belgique ne fait pas exception, avec à son actif plusieurs arrêts de travail des coursiers de Deliveroo.

La question du statut des livreurs est compliquée en raison du statut fiscal spécial accordé à ce que l'on appelle abusivement "l'économie collaborative". Deliveroo et UberEats, sociétés toutes deux actives en Belgique, disposent d'un agrément délivré par le pouvoir fédéral, qui permet aux livreurs d'effectuer des prestations défiscalisées sans se soumettre au statut d'indépendant, pour un montant pouvant atteindre 6.000 euros par an.

L'auditorat du travail et l'inspection sociale de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) mènent, depuis de nombreux mois, une enquête visant à déterminer le régime auquel les coursiers à vélo opérant pour une plate-forme numérique doivent être soumis.

Nous attendons beaucoup des résultats de cette enquête. J'espère vraiment que ses conclusions iront dans le sens de la reconnaissance d'une subordination de fait, en raison de la dépendance organisationnelle,

matérielle et technologique à la plate-forme donneuse d'ordres et de l'assujettissement à la sécurité sociale des prestataires de service.

Avez-vous pris part aux réunions qui se sont déroulées ces deux jours d'octobre dans le cadre de ce dossier ? Où en est la concertation avec l'autorité fédérale ? De prochaines réunions sont-elles prévues ? Avez-vous connaissance de l'évolution de l'enquête menée par l'auditorat du travail et l'ONSS ? Des premières pistes de solutions ont-elles déjà été dégagées ?

[267]

M. Didier Gosuin, ministre.- Je ne répondrai pas à la première question, car elle a été supprimée à juste titre par le Bureau élargi.

Ma réponse sera brève, car votre question relève essentiellement de compétences fédérales. Le Bureau m'a néanmoins demandé de répondre sur la partie de la question portant sur ma participation éventuelle à ces réunions européennes.

Je n'ai pas participé aux réunions dont vous parlez. Ce sont des réunions de livreurs cyclistes de différents pays qui cherchent à se coaliser au niveau européen pour atteindre une masse critique. Le rôle d'un ministre n'est pas de s'immiscer dans un tel mouvement.

Je salue cependant celui-ci. J'ai certes eu une réunion de travail avec les livreurs bruxellois en début d'année et mon cabinet reste en contact étroit avec eux, mais notre rôle, c'est la décision politique.

La décision sur ces questions appartient donc au gouvernement fédéral, puisqu'elle relève du droit du travail en posant la question des statuts (indépendant ou faux indépendant). Une décision de justice favorable à Deliveroo vient d'ailleurs d'être rendue au Royaume-Uni, puisqu'elle considère les livreurs comme des indépendants. Le droit anglo-saxon n'est pas le nôtre.

Étant donné que la question ne relève pas de mes compétences, aucune concertation politique entre les échelons fédéraux et régionaux sur cette question n'a eu lieu. Il s'agit pleinement de la compétence de mon collègue M. Peeters.

[271]

Mme Isabelle Emmery (PS).- Je comprends votre réponse très laconique. Il n'empêche que le phénomène des travailleurs sans statut tend à se développer dans notre ville, et qu'en tant que parlementaire, je ne souhaite pas rester inactive devant pareille situation.

Beaucoup de jeunes Bruxellois sont concernés par le problème. Nous y travaillerons au niveau parlementaire. Vous savez que je suis coauteure d'une proposition de résolution sur le sujet, laquelle fera l'objet d'auditions. J'aime à exprimer ma préoccupation pour tous ces travailleurs sans statut qui parcourent notre capitale dans des conditions déplorables.

- *L'incident est clos.*

(*M. Stefan Cornelis, doyen d'âge, prend place au fauteuil présidentiel*)

[279]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BRUNO DE LILLE

AAN DE HEER DIDIER GOSUIN, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET TEWERKSTELLING, ECONOMIE EN BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP,

betreffende "het personeelsplan van Actiris".

[281]

De heer Bruno De Lille (Groen).- De krant L'Écho schrijft dat de regeringscommissarissen van de Brusselse regering het voorgelegde personeelsplan van Actiris niet hebben gesteund. Daardoor kon het niet worden goedgekeurd in de raad van bestuur.

Actiris zou in juni een vijftiental contractuele medewerkers betere voorwaarden hebben aangeboden. Volgens de ordonnantie zijn die voorwaarden voorbehouden voor statutaire ambtenaren. Mensen kunnen enkel een vast statuut verkrijgen door te solliciteren en aangenomen te worden naar aanleiding van een open vacature, maar in dit geval zouden er geen vacatures gepubliceerd zijn.

De vakbonden waren daar niet blij mee en hebben de directie van Actiris meermaals op het probleem geattendeerd. De directeur van Actiris zegt dat hij een aantal zeer competente medewerkers die al in dienst waren, niet wilde verliezen. Actiris heeft het moeilijk om geschikt personeel te vinden door de grote concurrentie van de privésector. Er zouden meer dan honderd vacatures zijn bij Actiris.

Het lijkt erop dat de directeur niet correct gehandeld heeft, en het siert de regering dat ze durft op te treden. Er worden lessen getrokken uit het verleden. Toch brengt de huidige werkwijze van de regering geen zoden aan de dijk. Het probleem blijft bestaan: Actiris kampt nog altijd met een tekort aan bepaalde gespecialiseerde profielen.

We zijn allen voorstander van een slagkrachtige en efficiënte arbeidsbemiddelingsdienst. Hoe zal de regering het probleem oplossen?

Klopt het dat ongeveer vijftien contractuele medewerkers in juni een nieuw, aantrekkelijker contract hebben getekend met voorwaarden die voorbehouden zijn voor statutaire ambtenaren? Werd daarom het personeelsplan niet goedgekeurd? Wat zijn de gevolgen voor Actiris?

Kunt u toelichten welke onwettige zaken precies zijn gebeurd? Wat gebeurt er nu met de contracten van de betrokken medewerkers? Blijven reeds ondertekende contracten geldig?

Welke stappen heeft de regering gezet opdat overheidsinstellingen als Actiris gemakkelijker sterke profielen kunnen aantrekken?

[283]

De heer Didier Gosuin, minister.- In juli 2018 bood Actiris twaalf contractuele medewerkers een arbeidsovereenkomst op niveau A2 en A3 aan. Het ging om een contract om als deskundige bijkomende, specifieke taken te vervullen (artikel 8 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratieve statuut en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de

instellingen van openbaar nut (ION's) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest). De contracten bieden de medewerkers in kwestie een aantal voordelen die in het besluit vermeld staan.

De contracten werden echter toegekend zonder toepassing van de opgelegde procedure, zijnde de publicatie van een oproep tot interne en externe kandidaatstelling, dat bedoeld is om het gelijkheidsbeginsel bij de aanwerving van personeelsleden in het openbaar ambt niet in het gedrang te brengen. Het niet publiceren is de eerste onregelmatigheid in het dossier.

Bovendien werden de functies, en dus de nieuwe contracten, toegekend vóór de goedkeuring van het personeelsplan 2018, wat een tweede onregelmatigheid is, aangezien enkel een goedgekeurd personeelsplan aanstellingen, rekruteringen en bevorderingen mogelijk maakt. Actiris koos er echter voor om de toezichthoudende overheid genomen beslissingen te laten bekrachtigen.

[285]

Om die reden hebben de twee regeringscommissarissen in het beheerscomité een ongunstig advies verstrekt over het personeelsplan voor 2018.

Ik heb Actiris gevraagd een oplossing te vinden om een einde te maken aan die onregelmatige situatie. Momenteel worden een aantal oplossingen geanalyseerd.

Uw laatste vraag houdt specifiek verband met het statuut en dus stel ik voor dat u haar stelt aan de minister die bevoegd is voor het Openbaar Ambt.

[287]

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Ik heb er begrip voor dat Actiris sterke profielen zoekt. Aan de andere kant kan de overheid het zich niet veroorloven in een situatie terecht te komen die de deur openzet voor vriendjespolitiek. Ik vind het dan ook zeer terecht dat de regering heeft gereageerd.

Zeggen dat er wordt nagedacht over oplossingen, is echter een wel zeer summier antwoord op mijn vraag. Ik had graag geweten waar u dan concreet aan denkt. Ik zal de laatste vraag aan mevrouw Laanan stellen.

Kunt u aangeven welke oplossingen u ziet, of welke adviezen u geeft? Zo niet, wanneer zou u daar dan wel meer over kunnen zeggen?

[289]

M. Didier Gosuin, ministre.- Par principe, on n'interroge pas les ministres sur leurs intentions.

Les solutions juridiques doivent s'analyser selon un calendrier et un lieu ad hoc.

- *L'incident est clos.*

[295]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BRUNO DE LILLE

**AAN DE HEER DIDIER GOSUIN, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE
REGERING, BELAST MET TEWERKSTELLING, ECONOMIE EN BRANDBESTRIJDING
EN DRINGENDE MEDISCHE HULP,**

betreffende "het elektronisch betalen".

[297]

De heer Bruno De Lille (Groen).- Tegenwoordig kun je in de Londense metro contactloos betalen: je hebt geen extra kaart meer nodig, er is geen tijdverlies meer om de kaart op te laden. Ook in Nederland zijn er tal van voorbeelden van betalen zonder je kaart uit je zak te hoeven halen.

België is lange tijd een voortrekker geweest inzake elektronisch betalen, maar is die rol helaas al een tijdje kwijtgeraakt. Sterker nog, 63% van alle betalingen gebeurt hier cash, in Nederland is dat maar 45%. Slechts 4% van de betalingen met kaart verloopt contactloos, terwijl dat in Nederland 49% is en in Tsjechië al 80%. Je kunt hier nog niet betalen met Apple Pay, terwijl dat in veel buurlanden al een tijdje mogelijk is. Grote bedrijven zoals Mastercard zeggen dat toeristen moeilijkheden ondervinden omdat ze hun betaalgewoonten van thuis hier moeten aanpassen. Dat is grotendeels te wijten aan de Belgische banken die de nieuwe systemen laat ingang hebben doen vinden.

Ik houd geen pleidooi om cash af te schaffen. Wel pleit ik ervoor om elektronisch betalen ruimer ingang te laten vinden. Elektronisch is veiliger en goedkoper dan cash. Alle geldstromen zijn makkelijk verifieerbaar, waardoor het geld moeilijk in de informele economie kan gebruikt worden.

Kleine handelaars wijzen erop dat een betaalterminal veel geld kost: het zou gaan om 800 à 900 euro, plus de terugkerende onderhoudskosten. Toch zijn er een paar ontwikkelingen geweest die het elektronisch betalen een boost gegeven hebben. Elektronisch betalen is goedkoper geworden voor handelaars. Bovendien is het handelaars sinds afgelopen zomer verboden om extra kosten aan te rekenen bij kaartbetalingen. Ook geeft de federale overheid een belastingkorting bij de aankoop van betaalterminals. Het is wenselijk om nieuwe betaalvormen verder te stimuleren om in te spelen op nieuwe ontwikkelingen in de handel.

Brussel heeft geen goede naam op het vlak van elektronisch betalen en nieuwe betaalvormen. Ik heb evenwel geen recente cijfers gevonden die die slechte reputatie bevestigen of ontcrachten. Dat maakt het moeilijk om een evolutie te schetsen.

[299]

In uw beleidsbrieven en in de communicatie van de Brusselse regering heb ik niets teruggevonden over het stimuleren van elektronisch betalen. Wat is uw visie hierop? Welke stappen hebt u al ondernomen om nieuwe vormen van elektronisch betalen aan te moedigen?

[301]

De heer Didier Gosuin, minister.- België is stilaan zijn achterstand op het gebied van contactloos betalen aan het inhalen, al is de technologie nog lang niet ingeburgerd in ons land.

De cijfers die u aanhaalt, komen uit een recente studie van Mastercard. Ik heb die studie volledig doorgenomen. De informatie die erin staat, is heel wat genuanceerder dan uw conclusie laat uitschijnen.

Het klopt dat in Europa bijna één betaling op twee contactloos gebeurt. Mastercard stelde vast dat in België tussen oktober 2017 en oktober 2018 slechts 4% van alle elektronische betalingen contactloos werd uitgevoerd. Dat is een laag cijfer. Toch houdt het een toename met 363% in één jaar tijd in. Dat bewijst dat België op zijn eigen tempo de achterstand inhaalt.

Uit de studie blijkt bovendien dat slechts 38% van de Belgische bankkaarten compatibel is met de technologie voor contactloos betalen, terwijl met 85% van de terminals in ons land contactloze transacties mogelijk zijn.

Als we deze discussie in een ruimere context bekijken en als we de Europese Commissie mogen geloven, scoort België in een rapport uit 2018 over de integratie van digitale technologie vrij goed. Het staat als vijfde van de 28 gerangschikt voor e-commerce en de digitalisering bij bedrijven.

Winkeliers hebben met andere woorden wel de nodige technologie in huis, maar de banken bieden te weinig kaarten aan waarmee je contactloos kunt betalen. Te veel klanten staan bovendien nog terughoudend tegenover de nieuwe technologie, vooral uit angst voor fraude. Contactloos betalen is slechts een van de vele manieren om elektronisch aankopen te doen. De klassieke bankkaart blijft de norm.

In het kader van de bevoegdheid voor gewestelijke economie vinden hub.brussels en de dienst 1819 het niet aangewezen om in dit stadium specifieke bewustmakingscampagnes op te zetten.

[303]

De reden daarvoor is dat de belangrijkste doelgroepen van een dergelijke campagne de consumenten en banken zouden moeten zijn, en niet de ondernemingen, waarvan al 85% met deze technologie uitgerust is.

Dat neemt niet weg dat het volgens hub.brussels soms moeilijk blijft handelszaken te overtuigen om een elektronische betaalterminal aan te schaffen. Dat heeft helaas vooral te maken met belastingontduiking. Andere redenen zijn dat winkeliers de kostprijs te hoog vinden of de technologie niet goed beheersen.

Op termijn moet het project myshop.brussels van hub.brussels oplossingen aanreiken aan winkeliers die werk willen maken van elektronisch betalen. De technologie in dit domein ontwikkelt zich snel en de marginale kosten worden steeds lager.

Via NextTech.brussels ondersteunen we voorts blockchaintechnologie. Die maakt een tussenpersoon, die transactiekosten aanrekent, overbodig. Kleine winkeliers worden afgeschrikt door de transactiekosten.

De nieuwe technologie evolueert snel. Via onze clusters trachten we Brusselse winkeliers te informeren over en warm te maken voor de laatste nieuwe evoluties. Zo zijn er sinds kort enkele Brusselse taxichauffeurs die betalingen met bitcoins aanvaarden, waarvoor geen dure betaalterminal vereist is. Dat systeem is nog niet erg toegankelijk, maar we zien in Brussel nieuwe modellen opkomen die de bestaande betaalmodellen van de troon trachten te stoten. Wij steunen die evolutie.

[305]

De heer Bruno De Lille (Groen).- Ik kan dat natuurlijk alleen maar toejuichen. Ik ben het met u eens dat het niet alleen aan de winkeliers ligt en dat het ook een kwestie van consumentenvertrouwen is. Alleen blijft de vraag hoe het komt dat in de meeste buurlanden de consument geen graten ziet in de overstap en hier wel. Daarom denk ik dat acties of campagnes ten aanzien van de consument geen overbodige luxe zijn.

In Nederland zie je overal Apple Pay en contactloos betalen, in Duitsland betalen mensen zelfs contactloos bij kraampjes op de kerstmarkt. Op de Brusselse kerstmarkt moet je alles cash betalen. Ook voor het toerisme is dat geen goede zaak. Het Brussels Gewest zou nieuwe betaalsystemen actiever moeten promoten.

[307]

M. Didier Gosuin, ministre.- Je me permets ici un petit clin d'œil : cela nécessite évidemment d'améliorer notre technologie 5G.

De heer Bruno De Lille (Groen).- In Leiden is er geen 5G en toch betaalt iedereen er contactloos.

De heer Didier Gosuin, minister.- Niettemin is het ook nodig om een zeer goed netwerk te hebben. Het is een kwestie van technologie, meer bepaald de nieuwste technologie.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Dat debat wil ik gerust aangaan. Wij hebben niets tegen 5G. Het gaat erom dat je oog moet hebben voor de opeenstapeling van stralingsbronnen en werk moet maken van het schrappen van 2G en 3G. Die standaarden vereisen veel meer capaciteit en veroorzaken veel meer straling dan de nieuwste technologieën. De problemen ontstaan doordat men geen knopen durft doorhakken en alles in stand wil houden. Dat is een kortzichtige houding.

M. Didier Gosuin, ministre.- Dans la vie, il faut être cohérent ! Et ce n'est pas toujours le cas du monde politique.

- *L'incident est clos.*